



le Réveil social



N. 1 - JANVIER 1987
4ème année - Nouvelle série
200 Lire
Expédition abonnement
groupe postal 3° (70%)

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travaillleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. Les objectifs du S.A.V.T. sont: - la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail; - la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser: - la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficace; - la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques; - la parité entre les droits des hommes et des femmes; la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste; - l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences et de lutte commune.

Organe mensuel du
SAVT Syndicat Autonome
Valdôtain des Travaillleurs

UNE NOUVELLE ANNEE, UN NOUVEAU ENGAGEMENT

Comme, chaque année, nous vous adressons nos meilleurs vœux pour 1987. «Treinadan», donc!

Loin d'être une habitude, un geste automatique et répétitif, cette adhésion et ces vœux doivent être un lien qui nous unit, un rapport plus étroit de confiance, de solidarité et d'amitié entre les travailleurs qui accomplissent chaque jour une action syndicale et entre ceux qui sont la sève, la force, la vitalité du syndicat.

Le bilan de l'année 1986 révèle une situation économique moins critique, une nouvelle baisse de l'inflation, une reprise de la compétitivité du système économique et une balance commerciale pratiquement équilibrée.

Le mérite, toutefois, n'en revient pas aux choix opérés par le Gouvernement dans sa politique économique mais à des facteurs économiques internationaux favorables tels la baisse du dollar, du pétrole et des matières premières. En effet, malgré la conjoncture favorable, le Gouvernement n'a pas été en mesure de résoudre les problèmes de l'économie et de l'emploi et ces derniers, ajoutés aux financements considérables octroyés aux entrepreneurs, ont même été

les seuls moyens qu'il a su employer pour tenter d'assainir l'économie.

Une méthode on ne peut plus négative: le Gouvernement devrait pouvoir trouver le système qui, utilisant les facteurs conjoncturels positifs, se solderait pour les travailleurs, les retraités et les chômeurs, par des résultats et du point de vue des rémunérations et du point de vue de l'emploi.

Il faudrait par ailleurs définir avec le Gouvernement la réforme des retraites ainsi qu'un projet de réforme et d'égalité fiscale, pour amorcer une meilleure répartition des ressources et de la richesse.

En Vallée d'Aoste, la crise industrielle perdure, bien que des solutions alternatives aient été envisagées pour certaines usines en difficulté. Ces solutions doivent être considérées comme un premier pas dans la bonne direction, mais il convient d'en trouver d'autres encore si l'on veut que la situation des chômeurs et des personnes mises en chômage technique se résolve.

Il faut signaler encore les bons rapports que nous entretenons avec l'Administration régionale, et partant, l'accord qui s'est traduit par la loi n° 4/86, dont il est dé-

jà possible de constater les bons résultats.

Hormis le problème de l'emploi, objectif primaire du Gouvernement régional, le dénouement de la situation critique que vivent les usines (Deltasider, Ilssa, Montefibre, etc.) et la relance de l'économie régionale devront faire l'objet des efforts communs de la Région et des organisations syndicales.

Ajoutons que cette relance et ce développement, basés sur l'utilisation de nos ressources économiques et intellectuelles, marqueront le début d'une nouvelle économie, forte, s'appuyant sur le principe de l'autodécision et de l'autogestion et ce, en assurant aux travailleurs et aux citoyens une participation et un pouvoir accrus.

Il est encore d'autres thèmes, les grands thèmes typiques d'un monde de plus en plus étreint par les peurs et les incertitudes. Notre engagement de travailleurs autonomistes et fédéralistes nous porte à refuser les schémas actuels de partage du monde, des superpuissances, des grands hypocrites, des masifications, du centralisme idéologique, culturel, social et économique, de la destruction du milieu et des ressources.

Il est indispensable de retrouver ce courage, cette volonté et surtout cette conscience propre à tout peuple porteur d'un message nouveau et démocratique, qui rejoint celui de tant d'autres peuples, une demande de paix, de décentralisation, d'autogouvernement, de choix compréhensibles, partagés et gouvernables: une demande de fédéralisme.

Sur le plan syndical, nous devons, ensemble, ouvrir un débat serein, procéder à une réflexion profonde d'autant plus que l'on assiste à une baisse de crédibilité à l'égard des institutions et du syndicat lui-même, que des interruptions et des difficultés se manifestent dans le rapport et dans le dialogue entre organisations syndicales et travailleurs et, que dans certains cas, le rôle du syndicat est remis en question.

Nous estimons donc qu'une phase d'autocritique, ne tombant toutefois pas dans l'excès du défaitisme, s'impose. L'autocritique doit être sereine et positive et doit intéresser non seulement le syndicat mais toutes les institutions, en ce sens que si le syndicat représente les travailleurs et est représenté par ces derniers, nous ne voudrions pas qu'à la fin, seuls les travailleurs se soumettent à l'autocritique et prennent la responsabilité de fautes qui ne leur reviennent pas.

Pour faire face à une crise non seulement économique mais aussi de valeurs, nous devons, ensemble, retrouver le sens des responsabilités dans nos pensées et dans nos actions, comme nous devons revaloriser le concept de solidarité, pierre d'angle du syndicat.

La crise est le moment où l'on remet en discussion des systèmes de vie, de production, d'éthique, de pensée, mais c'est aussi le moment où l'on projette une nouvelle phase. A nous de savoir en trouver une meilleure! Le syndicat et, en particulier le SAVT, doivent se tenir prêts, être suffisamment forts pour affronter cette tâche, par une participation active.

C'est ce que nous vous demandons car il nous incombe, à nous tous, de préparer le terrain. En formulant le vœu de nous retrouver bientôt dans une action commune pour l'essor du SAVT, pour la défense et l'émancipation des travailleurs.

Ezio DONZEL

IL SAVT E NUOVA SINISTRA

APPUNTI DI UN INCONTRO

Riccarand, leader di NS, intervenendo al Congresso del SAVT aveva detto di trovare interessanti molte parti del documento congressuale ed aveva proposto un incontro tra Nuova Sinistra e SAVT per approfondire quelle problematiche.

C'è voluto un pò di tempo prima che la nuova struttura del SAVT abbia potuto rispondere all'invito. Così finalmente, l'incontro c'è stato: la segreteria del SAVT e il vertice di NS hanno dato vita a fine '86 ad un confronto unico nel suo genere; un incontro che non aveva altra finalità che il confronto; un incontro che non ha prodotto elementi operativi pur essendo stato molto concreto; un incontro di cui nessuno ha parlato evitando così equivoci e fraintendimenti di cui la stampa alimenta spesso le cronache.

SAVT e NS, hanno dato per reciprocamente noti i testi «congressuali»; senza bisogno di sintetizzarli Ezio Donzel ha - comunque - aperto l'incontro sottolineando che alcune scelte (lo sviluppo endogeno, l'autonomia come valore) adottate dall'assemblea di NS, paiono positive anche ai lavoratori del SAVT. Oggi in VdA c'è un notevole parallelismo di posizioni tra differenti e contrapposte forze politiche e sociali: tutto ciò pare estremamente positivo anche perchè nella pluralità delle scelte operative si copre tutto lo specchio delle complesse problematiche che ancora frenano un felice sviluppo della Valle d'Aosta, nella sua economia, nella sua identità.

Dovendo scegliere soltanto alcuni fra i molti problemi che NS e SAVT avrebbero potuto approfondire, la riunione si è incentrata sui temi del lavoro (in particolare è stata discussa la crisi del settore industriale) e

quelli dei trasporti (e, nel caso specifico, l'autostrada). Certamente neppure questi temi sono stati affrontati nella loro completezza: il tempo è tiranno e il dialogo tra forze che operano a livelli diversi, politico l'uno e sindacale l'altro, è reso complesso da una ottica con cui i problemi sono analizzati, ottica che non è differente solo quando lo è in senso ideologico. NS e SAVT sono vivamente preoccupati per il futuro dell'industria e dell'occupazione in Valle d'Aosta e sono anche preoccupati delle sbavature, degli sfilamenti che possono indebolire il fronte unitario che la comunità valdostana ha creato (con tutte le forze politiche e sociali) per far fronte alla crisi. Certo l'unitarietà non ha rappresentato l'occasione, per NS, di attenuare i beni della contestazione di una politica che la regione non avrebbe saputo sempre affrontare in modo adeguato. Difficile anche il dibattito sull'autostrada: NS è il movimento paladino del NO all'autostrada ed ha insistito, nel corso dell'incontro, di illustrare al meglio la propria posizione. Su questo argomento, al di là dei SI e dei NO, la riunione ha - per lo meno - fatto emergere un certo disagio nel quale la popolazione valdostana nel suo insieme si trova di fronte a problemi tanto vasti. Se su un aspetto del tema NS e SAVT, hanno concordato è stato sulla necessità, sull'urgenza di una più precisa informazione sulle ragioni del SI e sulle ragioni del NO all'autostrada.

Quando la riunione si è conclusa è rimasto, almeno a chi scrive, un senso di incompiutezza, come se di molto altro sarebbe stato bene discutere. Sì! Di molto altro... e non solo con Nuova Sinistra.

Peuccabouque

SOLIDARNOSC E LA LIBERTÀ SINDACALE

Ogni organizzazione democratica pone alla base del proprio operato la libertà; quando essa viene a mancare queste stesse organizzazioni, per non perdere la propria e l'altrui identità sociale, ne difendono il valore anche nella clandestinità.

La componente libertà è il metro indispensabile - se non l'unico - per poter catalogare come «democratico» un sistema politico, una forma di governo, un regime. Solo la libertà, quindi, consente l'effettiva partecipazione attiva dei lavoratori alla formazione delle decisioni.

Questa problematica della libertà è sentita, in modo del tutto particolare, dal SAVT e dalle altre organizzazioni sindacali caratterizzate etnicamente, organizzazioni alle quali nel contesto dello stato italiano non è ancora stata riconosciuta piena libertà sindacale; benché gli articoli 18 e

39 della Costituzione italiana garantiscano - formalmente - la libertà di associazione e di libertà sindacale, lo stato limita il pieno diritto di partecipazione alle decisioni e di rappresentatività delle organizzazioni sindacali «etiche»; di fatto le discrimina; di fatto toglie loro una fetta di libertà. Non possiamo, quindi, che sentirci profondamente solidali ed idealmente legati con coloro che - a diversi livelli ed in diversa misura - sono privati della libertà che spetta loro.

La visita ufficiale in Italia del Generale Jaruzelski ripropone alla nostra attenzione le vicissitudini del popolo polacco e del loro sindacato, Solidarnosc.

Sottoscriviamo le istanze che CGIL-CISL e UIL hanno trasmesso, per conto di Solidarnosc, a Jaruzelski: per la Polonia chiediamo il ripristino del pluralismo sindacale,

la fine della repressione della stampa indipendente, giustizia per i militanti e gli attivisti del sindacato indipendente arbitrariamente sottoposti a controlli vessatori e a pene giudiziarie.

Al tempo stesso affermiamo che se rapporti politici ed economici devono essere instaurati tra Italia e Polonia, il Presidente Craxi deve porre come pregiudiziale di questi rapporti la questione della libertà, della libertà sindacale nel caso specifico.

Uno stato democratico come lo stato italiano ed un Presidente socialista come Craxi non possono mostrare considerazione e cortesia nei confronti di uno Jaruzelski che il 13.12.81 ha preteso di cancellare con un colpo di spugna e con la forza delle armi straniera una esperienza così vitale e significativa come quella

segue a pag. 2



ADHEREZ
AU
S.A.V.T.

DONATORI DI SANGUE

ALTRUISMO E DANNO ECONOMICO

Non è una burla ma è purtroppo un'amara constatazione. Infatti nonostante la legge n. 584 del 13/7/67 che garantisce ai lavoratori dipendenti che cedano gratuitamente il proprio sangue la corrispondenza della normale retribuzione per la giornata di riposo obbligatoria da parte del datore di lavoro, vi è tuttavia una circolare interpretativa che stabilisce che, qualora il datore di lavoro richieda il rimborso all'INPS (ma qual'è quella ditta che non lo fa?), l'importo corrisposto non è utile per il calcolo della pensione!

La norma di cui sopra è tanto più assurda dopo che l'entrata in vigore della legge 28.2.86 n. 41 che prevede la ritenuta del 5%, a favore dell'INPS, a decorrere al 1.1.1986, per la somma corrisposta ai donatori di sangue!

Tanto per fare un esempio: se un lavoratore negli ultimi 5 anni prima della data del pensionamento da regolarmente il sangue, 3 o 4 volte all'anno, ci rimette circa 18.000 L. al mese lorde.

Ricordiamo inoltre che vi possono essere, nei confronti dei donatori di sangue, altri casi di gravi discriminazioni, come ad esempio i lavoratori stagionali agricoli, i quali, hanno diritto a percepire la disoccupazione speciale (anno 1986), solo secondo le seguenti modalità ed importi:

— se hanno effettuato almeno n. 151 gg. di lavoro percepiranno L. 36.789 al giorno.
— se hanno effettuato da 102 a 150 gg. di lavoro percepi-

ranno L. 24.526 al giorno — se hanno effettuato da 52 a 101 gg. di lavoro percepiranno L. 800 al giorno.

I giorni di cui sopra devono essere effettivamente lavorati, per cui se si ha perso anche un solo giorno di assenza per la donazione del sangue ci si può trovare una enorme decurtazione sull'importo di disoccupazione. Infatti se un lavoratore ha 101 gg. effettivamente lavorati e uno di assenza per donazione di sangue percepirà solo 800 L. al giorno al di là di L. 24.526!

Di fronte a queste evidenti penalizzazioni nei confronti di questi lavoratori, che ricoprono un ruolo importantissimo ed insostituibile nella vita sociale, è necessario che il Sindacato agisca immediatamente per far modificare radicalmente tali assurde e discriminatorie circolari e norme applicative.

Registriamo con soddisfazione che la questione di cui sopra (in particolare per quanto riguarda il calcolo della pensione) è stata esaminata e discussa dal Comitato Provinciale dell'INPS di Aosta, il quale ha emesso un preciso ordine del giorno in cui si invita il Consiglio di Amministrazione dell'INPS ad assumere con urgenza tutte le possibili iniziative perché sia garantita in ogni caso la copertura contributiva delle giornate di riposo obbligatorie ai donatori di sangue ed il conteggio della relativa retribuzione ai fini della determinazione della misura della pensione.

Félix ROUX

SOLIDARNOSC E LA LIBERTÀ SINDACALE

segue da pag. 1

della libera organizzazione dei lavoratori polacchi. Non è accettabile, moralmente e politicamente, l'ambigua differenziazione tra regimi: non si riesce a capire perché se un generale effettua un colpo di stato in Sud America diventa un «fascista» mentre se lo effettua in Polonia diventa un «normalizzatore». Alcuni, anche in Italia, affermano che il golpe di Jaruzelski è stato necessario o, in qualche modo, conseguente alle pretese di libertà dei lavoratori polacchi. Bisogna allora chiarire ciò che ci pareva un fatto universalmente riconosciuto: la libertà non è una pretesa ma un diritto, una componente insita in ogni popolo, in ogni uomo, in ogni lavoratore. Bisogna allora chiarire che anche una sola forma di libertà, la libertà sindacale, non è compatibile con un tale regime liberticida; se considerassimo necessaria la «normalizzazione» dei lavoratori polacchi rischieremmo di condurre la «normalizzazione» attuata, con i provvedimenti legislativi e con il Patto di Pa-

lazzo Vidoni, da Mussolini nel 1925: anche in quella occasione si sancì l'esclusività della rappresentanza e della contrattazione al sindacato unico fascista; con la messa fuori legge di Solidarnosc anche in Polonia è stata sancita l'esistenza di un solo sindacato, il sindacato di regime. Noi non possiamo tollerare che il concetto di libertà sindacale venga stracchiato dalla diplomazia governativa italiana così come non condividiamo affatto la scelta di politica internazionale dello stato italiano che ha rotto l'isolamento in cui il generale Jaruzelski era stato posto dalle democrazie. Prima di ricevere Jaruzelski meglio sarebbe stato pretendere UNA REALE NORMALIZZAZIONE in Polonia: il pieno riconoscimento della libertà sindacale.

Questa pregiudiziale non è stata posta; c'è da chiedersi, allora, se il «nostro» Presidente Socialista Craxi, intenda per socialismo quello applicato in Polonia. O, quanto meno, c'è da chiedersi che socialismo ci può essere senza libertà?

Ezio DONZEL

NUOVI TICKETS SANITARI DAL 1987

Grazie all'azione costante del sindacato dal 1.1.1987 si è riusciti a ridurre sensibilmente i tickets sanitari. In sintesi riportiamo il Decreto legge del 30.12.1986 recante «disposizioni urgenti in materia sanitaria».

Tickets sulle visite specialistiche: dal 1° gennaio 1987 il cittadino non pagherà più alcun ticket sulle visite specialistiche introdotto con la legge finanziaria 1986 e tra l'altro la difficile interpretazione ed applicazione (non era in vigore in tutte le regioni).

Tickets sulle prestazioni di diagnostica strumentale e di laboratorio: dal 1° gennaio 1987 gli assistiti non verseranno più alcun ticket (quota di partecipazione alla spesa) sulle prestazioni di diagnostica strumentale (radiografie, ecc), ticket introdotto con la legge finanziaria del 1982.

Tickets sui farmaci: a) sulla ricetta riduzione del ticket del 50% (da 2000 a 1000 lire); b) sui farmaci: il ticket del 25% sul costo delle confezioni (250 lire ogni 1000 lire o frazione superiore alle 500 lire) è stato sostituito con ticket in cifra fissa; per confezioni il cui prezzo raggiunge le 5000 lire l'assistito non dovrà versare alcun ticket; per le confezioni il cui prezzo è compreso tra le 5000 e le 25000 lire il ticket è di 1500 lire; per le confezioni il cui prezzo è superiore alle 25000 lire il ticket è di 3000 lire.

È chiaro che grossi vantaggi ne derivano agli assistiti anche sui tickets sui farmaci. Non si paga niente sulle confezioni fino a 5000 lire, dato che esse oggi raggiungono circa il 40% del numero dei pezzi venduti (400 milioni di pezzi).

zi). A consuntivo 1986 un altro 40% è determinato dai prezzi venduti tra le 5000 e le 25000; il restante 20% appartiene a confezioni di sopra delle 25000 lire. Tale distribuzione è destinata ad essere modificata nel corso dei mesi venturi, in quanto il Cipe si appresta a fare la revisione dei prezzi dei farmaci e le previsioni sono che gli incrementi si concentreranno nella fascia dei farmaci al di sotto delle 5000 lire.

Dalla tabella si evidenzia comunque il vantaggio (o risparmio) sui tickets rispetto al precedente sistema: su 5000 lire di costo risparmio ticket di 1250 lire, su 6000 lire nessun risparmio, su 15000 lire 1000 lire di risparmio, su 15000 lire di costo 2250 di risparmio ticket; su 20000 lire 3500 di risparmio, su 25000 lire 4750 di risparmio, su 30000 lire di costo 4500 di risparmio, su 35000 lire 5750 di risparmio, su 40000 lire 7000 di risparmio ticket, su 45000 lire 8250 di risparmio ticket, su 50000 lire 9500; su 52000 lire 10000 di risparmio ticket.

Prescrizioni mediche: ogni prescrizione di specialità medicinali e di prodotti galenici erogata dal Ssn non potrà superare il numero di due pezzi per ricetta (prima erano tre). Per le specialità medicinali a base di antibiotici in confezione monodose la prescrizione è limitata ad un numero massimo di 6 pezzi (prima erano 8). Il ticket sugli antibiotici in confezione monodose è di lire 1500 qualora l'importo globale della ricetta non superi le 25000 lire e di lire 3000 qualora detto importo superi la predetta cifra.

L'impiego dei ricettari è riservato ai medici dipendenti del Ssn o con lo stesso convenzionati.

TICKETS SUI FARMACI			
costo della confezione	1986 (25%)	1987 cifra fissa	Rispetto tickets 1987/1986
5.000	1.250	—	1.250
6.000	1.500	1.500	—
7.000	1.750	1.500	250
8.000	2.000	1.500	500
9.000	2.250	1.500	750
10.000	2.500	1.500	1.000
11.000	2.750	1.500	1.250
12.000	3.000	1.500	1.500
13.000	3.250	1.500	1.750
14.000	3.500	1.500	2.000
15.000	3.750	1.500	2.250
16.000	4.000	1.500	2.500
17.000	4.250	1.500	2.750
18.000	4.500	1.500	3.000
19.000	4.750	1.500	3.250
20.000	5.000	1.500	3.500
21.000	5.250	1.500	3.750
22.000	5.500	1.500	4.000
23.000	5.750	1.500	4.250
24.000	6.000	1.500	4.500
25.000	6.250	1.500	4.750
26.000	6.500	3.000	3.500
27.000	6.750	3.000	3.750
28.000	7.000	3.000	4.000
29.000	7.250	3.000	4.250
30.000	7.500	3.000	4.500
31.000	7.750	3.000	4.750
32.000	8.000	3.000	5.000
33.000	8.250	3.000	5.250
34.000	8.500	3.000	5.500
35.000	8.750	3.000	5.750
36.000	9.000	3.000	6.000
37.000	9.250	3.000	6.250
38.000	9.500	3.000	6.500
39.000	9.750	3.000	6.750
40.000	10.000	3.000	7.000
41.000	10.250	3.000	7.250
42.000	10.500	3.000	7.500
43.000	10.750	3.000	7.750
44.000	11.000	3.000	8.000
45.000	11.250	3.000	8.250
46.000	11.500	3.000	8.500
47.000	11.750	3.000	8.750
48.000	12.000	3.000	9.000
49.000	12.250	3.000	9.250
50.000	12.500	3.000	9.500
51.000	12.750	3.000	9.750
52.000	13.000	3.000	10.000

U.S.L. DIPARTIMENTO DI EMERGENZA E ACCETTAZIONE



Da tempo in Sindacato chiede all'USL Valle d'Aosta di porre mano ad una efficace ristrutturazione dei Servizi, istituendo i cosiddetti Dipartimenti.

Proseguendo su questa strada, il direttivo SAVT-SANTE nell'ultima riunione svolta ha elaborato un documento che è stato inoltrato al Presidente dell'USL e all'Assessore regionale alla Sanità, considerato che l'USL sta assumendo delle decisioni in merito a tale servizio.

Il SAVT-SANTE è del parere che bisogna affrontare complessivamente la pro-

blematica collegata all'organizzazione della nuova struttura, tenendo conto dei meccanismi operativi, del territorio, delle attrezzature, delle procedure operative e delle dotazioni di personale.

Dalle proposte dell'USL, invece, non emerge quale risposta si vuol dare, in termini di potenziamento dei servizi, alle esigenze della popolazione.

Il direttivo sollecita il passaggio da un servizio di Pronto Soccorso inteso come centro di smistamento dei pazienti, quale è oggi, ad un vero e proprio servizio dipartimentale che salvaguardi, in prima istanza, le funzioni vitali del paziente attraverso la terapia provvisoria e, se il giudizio diagnostico lo richiede, come il ricovero presso la divisione di competenza.

Gli interventi che il SAVT-SANTE ritiene siano indispensabili effettuare per una efficace ristrutturazione del Pronto Soccorso sono:

- aggregare operativamente le Unità di Medicina e Chirurgia, Anestesia e Rianimazione, Laboratorio Analisi e Radiologia su base dipartimentale per lo svolgimento delle attività di Emergenza e Accettazione;
- predisporre l'attività di Pronto Soccorso e Accettazione come unità autonome nel dipartimento, funzionanti 24 ore su 24, con la presenza di un medico di medicina, un chirurgo, un rianimatore, un tecnico radiologo e un tecnico di laboratorio;
- garantire al Pronto Soccorso la collaborazione di tutti gli altri medici specialisti dell'Ospedale;
- attivare nel servizio di Pronto Soccorso i 6 letti di osservazione, oggi inutilizzati, dotati delle attrezzature necessarie per la cura intensiva;
- assegnare al servizio un congruo organico di personale para-sanitario.

SAVT-SANTE

ADHEREZ AU S.A.V.T.



le Réveil social

Le Réveil Social
SAVT, 2 Place Manzetti
11100 Aosta (Tel. 0165-44336)
Dir. Resp. EZIO DONZEL
V. Dir. LUCIANO CAVERI
Stampa Arti Grafiche E.DUC
73, Av. Bataillon Aoste
11100 Aoste (Tel. 0165-41147)
Autorizzazione Trib. Aosta
n. 15 del 9.12.1982

Mod. ECO/1/M PER IL CONTROLLO DELLE POSIZIONI ASSICURATIVE

La lotta alle evasioni contributive entra ora in una fase attualissima: in questi giorni e nei prossimi mesi, infatti, l'INPS invierà a tutti i lavoratori assicurati il modello ECO 1/M, che costituisce l'estratto conto assicurativo per il periodo 1° gennaio 74 al 31 dicembre 1980.

L'ECO 1/M è un documento estremamente importante perché certifica se e quanti contributi sono stati versati dai datori di lavoro nel periodo preso in considerazione. Infatti con l'introduzione da parte dell'INPS, a decorrere dal 1° gennaio 74 per tutte le provincie del nuovo sistema meccanografico di versamento dei contributi assicurativi, non è stato possibile, per i lavoratori, effettuare un controllo sistematico delle loro contribuzioni.

L'azione di recupero dei contributi assicurativi, non versati dal datore di lavoro, si prescrive nell'arco di dieci anni dal giorno in cui essi erano dovuti.

Prescrizione vuol dire che, oltre ai dieci anni dal giorno in cui è stata effettuata l'omissione contributiva, i contributi omessi non possono più essere presi in considerazione ai fini del diritto e della misura delle prestazioni previdenziali. Salvo una complessa procedura per far risarcire il danno subito al lavoratore, con la costituzione della rendita vitalizia; è una procedura che richiede l'esibizione di documenti di data certa, dai quali possa evincersi l'effettiva durata del rapporto di lavoro, nonché la misura della retribuzione corrisposta.

Mentre invece, entro i dieci anni dall'omissione contributiva vige il principio dell'automaticità delle prestazioni, significa che le prestazioni previdenziali vengono comunque erogate, anche in presenza di omissione contributiva, purché i contributi risultino dovuti in relazione ad una effettiva attività lavorativa (che risulti da documenti e Prove certe).

Contemporaneamente all'emissione degli ECO 1/M sono stati sospesi i termini di

prescrizione dei contributi omessi, fino al 12 settembre 1986 (L. 638/83) significa che le omissioni contributive dal gennaio 74 non cadranno in prescrizione fino al settembre 86.

È quindi estremamente importante che i modelli ECO 1/M siano attentamente verificati, per individuare eventuali omissioni contributive da denunciare.

Questo controllo rappresenta un fatto indispensabile per la sicurezza dei lavoratori di avere diritto un domani alle prestazioni previdenziali.

IL MODELLO ECO 1/M

Il Mod. ECO 1/M è redatto su un modulo composto di 3 sezioni:

a) (allegato n. 6). La prima sezione è riservata alla stampa dal COGNOME, NOME e INDIRIZZO del destinatario del documento (parte di sinistra) nonché alla stampa della DENOMINAZIONE DELLA SEDE EMITTENTE e del NUMERO PROGRESSIVO attribuito al documento medesimo (parte di destra).

L'indirizzo è quello memorizzato alla data del 31/12/1980. Qualora la posizione assicurativa manchi dell'indirizzo oppure rechi un indirizzo incompleto, sarà utilizzato, come recapito del lavoratore l'indirizzo dell'azienda che ha presentato l'ultima denuncia al 31/12/1980.

b) (allegato n. 7). La seconda sezione è riservata all'indicazione del PERIODO DI RIFERIMENTO, della POSIZIONE ANAGRAFICA del destinatario, del CODICE INDIVIDUALE attribuito alla posizione medesima e delle vere e proprie REGISTRAZIONI CONTRIBUTIVE, nei seguenti spazi:

— «INFORMAZIONI RISERVATE ALL'INPS», evidenzia il codice tipo di registrazione attribuito dall'INPS al Mod. 01/M che contiene la registrazione predetta.

— «ANNO DENUNCIA», evidenzia l'anno di riferimento del Modello 01/M che contiene la registrazione predetta.

— «PERIODO», evidenzia l'anno di cui sopra se la registrazione proviene dal quadro C del Mod. 01/M ed evidenzia, invece, la data iniziale e quella finale della registrazione medesima se questa proviene dal quadro D (retribuzione particolare).

Le denunce degli anni 74, 75, 76 e 77 avevano periodicità trimestrale e contenevano dati retributivi a livello mensile e di periodo (tredicesima mensilità, altre competenze aggiuntive, ecc...). Nel presente estratto-conto i dati delle denunce stesse figurano totalizzati A LIVELLO ANNUALE. Pertanto, ai fini del controllo delle registrazioni retributive evidenziate per gli anni suddetti, il lavoratore, che sia in possesso delle copie dei modelli DM 10/L trimestrali, deve sommare le retribuzioni ed il numero delle settimane retribuite per ciascun anno solare.

— «RETRIBUZIONE», evidenzia l'importo della retribuzione annuale se la registrazione proviene dal quadro C del Mod. 01/M ed evidenzia invece una retribuzione particolare se a registrazione stessa proviene dal quadro D.

— «TIPO», evidenzia uno dei codici elencati nelle «avvertenze» riportate sul retro dell'estratto conto.

— «N° SETTIMANE», evidenzia il numero delle settimane coperte dalla retribuzione annuale o dalla retribuzione particolare.

ATTENZIONE:

NON SONO RIPORTATI:

— I periodi di contribuzione obbligatoria accreditata per lavoro svolto alle dipendenze di terzi con qualifica di ADDETTI AI SERVIZI DOMESTICI E FAMILIARI.

— I periodi di contribuzione obbligatoria accreditata per lavoro svolto alle dipendenze di terzi con qualifica di OPERAIO AGRICOLO.

— I periodi di contribuzione di riscatto (corso di laurea, lavoro all'estero, costituzione di rendita vitalizia, ecc...).

— I periodi di contribuzione trasferita all'INPS da altri enti previdenziali (CPDEL, STATO, ENPALS, ecc...).

— I periodi di contribuzione obbligatoria accreditata per iscrizione alle GESTIONI SPECIALI DEI COLTIVATORI DIRETTI, MEZZADRI E COLONI, ARTIGIANI E COMMERCianti.

— I periodi di CONTRIBUZIONE VOLONTARIA.

— I periodi di CONTRIBUZIONE FIGURATIVA (SERVIZIO MILITARE, MALATTIA, MATERNITÀ, DISOCCUPAZIONE indennizzata, CIG, ecc...).

— «COPERTURA ASSICURATIVA», evidenziano a mezzo di asterischi le assicurazioni coperte dalla registrazione considerata (IVS assicurazione obbligatoria per l'invalidità, la vecchiaia ed i superstiti dei lavoratori dipendenti - e/o DS - assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione involontaria - e/o TBC - assicurazione obbligatoria contro la tubercolosi - oppure, in alternativa a tali

tre forme assicurative, SOLO ALTRE ASSICURAZIONI.

— «MATRICOLA AZIENDA», evidenzia la matricola attribuita dalla competente Sede INPS alla posizione contributiva su cui il datore di lavoro effettua gli adempimenti dovuti per l'assicurazione del proprio personale.

— «DENOMINAZIONE AZIENDA», evidenzia per esteso, fino a capienza, la ragione sociale, o comunque la denominazione del datore di lavoro titolare della matricola sopra indicata.

— «SEDE INPS», evidenzia la denominazione della Sede che ha in carico la matricola predetta.

Sul documento, inoltre, possono risultare presenti, sotto la scritta «LEGGERE LE AVVERTENZE RIPORTATE A TERGO DEL PRESENTE MODULO» le seguenti note stampate meccanicamente:

— «DATI ANAGRAFICI O INDIRIZZI ERRATI O MANCANTI». La nota pone in rilievo che uno o più dati anagrafici o l'indirizzo sono assenti o formalmente errati (l'anomalia si verifica il più delle volte sul Comune di nascita) e/o che l'indirizzo del lavoratore stesso manca o è incompleto.

— «POSIZIONE ASSICURATIVA UNIFICATA». La nota pone in rilievo che l'estratto conto riporta anche registrazioni retributive originariamente accreditate in archivio con un diverso codice individuale, che, peraltro, risulta unificato a quello riprodotto sul documento.

— «PRESENTAZIONE RETRIBUZIONE MAGGIORE DI 300 MILIONI». La nota pone in rilievo che sull'estratto conto è presente almeno una retribuzione che, per il suo importo troppo elevato, è probabilmente inficiata da errore. Ricorrendo tale ipotesi, la registrazione contenente il dato che si presume errato reca nella casella «retribuzioni» la scritta «VEDI NOTA».

COSA FARE SE I DATI RIPORTATI NON SONO GIUSTI

Per ottenere la rettifica di registrazione inesatta o l'iscrizione di quelle mancanti bisogna compilare il Mod. ECO 2/M e allegare le fotocopie dei documenti di lavoro che comprovano la richiesta, ed inviare il tutto alla Sede INPS della località di residenza, oltre che alla Ditta.

Il Mod. ECO 2/M (allegato n. 9) permette di intervenire sulle seguenti situazioni, per ogni anno per il quale si notano inesattezze e/o omissioni;

— Manca completamente la registrazione retributiva per il lavoro svolto.

— La retribuzione indicata sull'estratto conto non corrisponde a quella effettivamente percepita.

— Il numero delle settimane retribuite indicato sull'estratto conto non corrisponde a quello delle settimane effettivamente retribuite.

— La copertura assicurativa risultante dall'estratto conto non corrisponde a quella spettante.

PENSIONI I.N.P.S. GLI AUMENTI PER IL 1987



Le pensioni dei lavoratori dipendenti, a partire dal 1.1.1987, hanno un aumento pari allo 0,4% per effetto della dinamica salariale, derivante dalla differenza tra gli aumenti contrattuali dell'industria e le variazioni intervenute sul costo della vita.

L'aumento dello 0,4% - nel limite massimo di L. 9.055 mensili - si applica sulla pensione spettante al 31 dicembre 1986: al netto degli aumenti in cifra fissa, attribuiti per il periodo dal 1° gennaio 1976 al 30 aprile 1984.

DAL 1° MAGGIO E 1° NOVEMBRE 1987

Gli aumenti per il costo della vita si applicano alla generalità dei pensionati, ivi compresi i lavoratori autonomi ed i pensionati sociali la percentuale di aumento si applica sull'intero importo della pensione che non supera il doppio del minimo

erogato dal fondo pensioni lavoratori dipendenti, per le fasce di importo comprese tra il doppio ed il triplo del minimo la percentuale è ridotta al 90% per le fasce di importo superiori la percentuale è ridotta del 75% ecco la tabella in valore degli aumenti:

DAL 1.05.87
Aumento del 2,1% fino a lire 794.800.
Aumento del 1,89% sulla parte di pensione compresa tra 794.801 e 1.192.200.
Aumento del 1,575% sulla parte di pensione eccedente 1.192.000

DAL 1.1.87
Aumento del 1,6% fino a lire 811.500
Aumento del 1,44% sulla parte di pensione compresa tra 811.501 e 1.217.250
Aumento del 1,2% sulla parte di pensione eccedente 1.217.250

I NUOVI MINIMI:

Per effetto degli adeguamenti sopra indicati i nuovi importi delle pensioni minime per tutto l'anno 1987 sono i seguenti:

Decorrenza	Pensioni lavoratori dipendenti		Pensioni lavoratori autonomi		Pensioni sociali e PSO
	Con almeno 780 contrib. settimanali (*)	Con almeno 781 contrib. settimanali (**)	Vecchiaia-Superstiti Invalidità con età vecchiaia - Inabilità	Invalidità senza età vecchiaia	
1° gennaio	397.400	423.050	347.200	291.450	233.500
1° maggio	405.750	431.950	354.500	297.550	238.400
1° novembre	412.250	438.850	360.150	302.300	242.200
Importi annuali	5.280.850	5.800.450	4.596.250	3.858.000	3.091.000

(*) Contributi effettivi (cioè in costanza di rapporto di lavoro), figurativi e volontari.
(**) Contributi effettivi e figurativi con esclusione di quelli volontari. Si tratta delle pensioni cosiddette al «superminimo», aventi decorrenza compresa dal gennaio 1984 al maggio 1985.

TETTO PENSIONABILE ANNO 1987

L'articolo 3, 13° comma, della legge n. 297/1983 prevede la perequazione del tetto pensionabile con la disciplina della perequazione stabilita per le pensioni a carico del Fpld superiori al trattamento minimo. Come a dire, quindi, che il limite massimo di retribuzione annua pensionabile per l'anno 1987 va determinato applicando all'importo dell'anno 1986 (lire 34.807.000) le percentuali relative agli aumenti semestrali del 1° maggio (+2,3%) e del 1° novembre 1986 (+2,9%) stabilite in via definitiva dal citato D.M. 19 novembre 1986 nonché la percentuale di aumento annuale dovuta il 1° gennaio 1987 a titolo di di-

namica salariale pura (+0,4%).

Ne consegue, perciò, che il tetto pensionabile, per il 1987, è pari a 36.787.000 lire (quasi due milioni di aumento rispetto all'anno precedente).

Ciò significa che l'importo massimo mensile lordo, a partire dalle pensioni con decorrenza dal 1° gennaio 1987, ammonta a 2.263.700 lire.

Ecco lo sviluppo contabile: 707.442 (retribuzione media settimanale massima data da 36.787.000 diviso 52) per 2.080 (anzianità massima di 40 anni di contributi per 52) per 0,0015384 (coefficiente fisso mensile di liquidazione).

CIG ALLA MORGEX CARBO

Il perdurare della crisi dell'acciaio che ha duramente colpito l'industria siderurgica si sta ripercuotendo anche sulle aziende le cui produzioni sono strettamente collegate al ciclo produttivo dell'acciaio e aziende quali la Morgex Carbo produttrici di elettrodi ridimensionano drasticamente la produzione e l'occupazione.

La richiesta avanzata dall'azienda nell'incontro con le OOSS prevede la riduzione dell'attività produttiva per tutti i 77 dipendenti (di cui 12 impiegati) per 8 ore settimanali dal 12 gennaio 1987 al 29 novembre 1987 e zero ore per due settimane nel mese di dicembre.

La graduale discesa della richiesta sul mercato ita-

liano di elettrodi circa 90000 tonnellate negli anni precedenti e solamente 52.000 tonnellate nel 1986 a 4500 tonnellate per il 1987. La riduzione di produzione, il mancato turnover e la mancanza di impegni precisi da parte dell'azienda per investimenti fanno presagire un futuro non molto roseo per le sorti dell'azienda.

Come OOSS ci stiamo attivando presso Regione, Sindacato nazionale e Responsabili del gruppo a cui fa parte la Morgex Carbo per avere maggiori chiarimenti sulla continuità produttiva ed occupazionale dell'azienda, come sempre purtroppo in queste situazioni non si hanno mai risposte chiare e precise.

PROSPETTIVE PER IL FUTURO DEL CRAL-COGNE

di Delio DONZEL

Martedì 30 dicembre 1986 presso il palazzo regionale si è svolta una riunione convocata e presieduta dal Presidente della Giunta regionale della Valle d'Aosta Dr. Rollandin per cercare di trovare un accordo in seguito allo sfratto intimato dalla Deltasider al Cral Cogne. A tale riunione hanno partecipato il Dr. Rollandin, i segretari regionali di CGIL, CISL, SAVT, UIL, il vice-presidente del Cral Cogne, una rappresentanza del Consiglio di Fabbrica della

Deltasider, per l'azienda il Direttore dello stabilimento Dr. Romagnoli e il capo del personale Dr. Artuso.

Prima di entrare nel merito delle conclusioni tratte dal suddetto incontro è bene ricordare come e perché si è arrivati a fare tale riunione.

Il 18 settembre 1986 la direzione della Deltasider invia alla presidenza del Cral Cogne una lettera di riconsegna locali entro il 31.12.1986 con conseguente trasferimento delle attività nella ex palazzina collaudi all'interno dello sta-

bilimento.

Tale decisione era stata presa dall'azienda conseguentemente alle trattative di vendita dell'immobile dove ha sede il Cral Cogne all'amministrazione regionale. Tale trasferimento definitivo all'interno dello stabilimento non veniva condiviso dai componenti il direttivo del Cral e dalle forze sindacali che ritenevano la destinazione prevista dall'azienda non idonea al proseguimento delle numerose attività del circolo.

Nelle successive riunioni che si avevano con l'Amministrazione regionale e comunale il direttivo del Cral congiuntamente alle forze sindacali facevano notare l'importanza storica che il circolo aveva avuto e ha nel divulgare le attività culturali, sociali, sportive e ricreative sin dal lontano 1945 anno di fondazione, non solo per i dipendenti Cogne bensì per tutta la cittadinanza e gran parte della regione Valle d'Aosta.

Tali attività che coinvolgono più di 4.000 persone sono divise in sezioni e più precisamente: atletica leggera, ballo e ascolto musica, biliardi, bocciola, calcio, campeggiatori, corale, filatelica, fotografica, mineralogia, montagna, motoristica, gruppo musicale bazarbanda, basket, pallavolo, pesca, rotelistica, scacchi, sci, tiro a volo, scuola di danza, scuola di musica.

Il 18 dicembre u.s. il direttivo del Cral congiuntamente ai responsabili di sezione convocava un'assemblea aperta a tutti i soci, alle forze politiche, sindacali, sociali, sportive e agli organi di informazione della Valle d'Aosta per discutere e dibattere il problema relativo allo sfratto. L'assemblea eb-

be un notevole successo di partecipazione e tutti gli intervenuti si mostrarono solidali nei confronti del circolo respingendo la lettera di sfratto.

Particolarmente apprezzato fu l'intervento del Presidente Rollandin che oltre a mostrarsi sensibili al problema assicurò i Presidenti sul futuro del circolo. In quanto allo sfratto imminente egli propose di trovare una soluzione con la Deltasider entro la fine dell'anno. Conseguentemente il Presidente Rollandin convocò la riunione di cui sopra.

A proposito dell'acquisto dell'immobile del Cral Cogne va precisato che tale operazione fa parte di un intervento finanziario complessivo da parte dell'amministrazione regionale nei confronti dello stabilimento Deltasider di Aosta finalizzato al mantenimento dell'occupazione.

Ritornando alla riunione del 30.12.1986, il Presidente Rollandin ha fatto la seguente proposta: richiesta di rinvio dello sfratto da parte della Deltasider con conseguente proseguimento delle attività del circolo nella sede attuale sino al momento in cui inizieranno i lavori di restauro che verranno fatti per attività socio culturali. Impegno da parte del Cral Cogne a trasferirsi provvisoriamente all'interno dello stabilimento (ex palazzina collaudi) per poi ritornare nell'attuale sede una volta terminata l'opera di ristrutturazione. Tale proposta che dovrà poi essere regolata dopo che si saranno precise garanzie è stata accolta positivamente sia dai responsabili Deltasider che dalle forze sindacali e dal Cral Cogne.

PRESENTATA LA PIATTAFORMA PER GLI ALIMENTARISTI

La stagione contrattuale sta continuando e, una dopo l'altra, le categorie il cui contratto è scaduto stanno provvedendo a stilare una nuova piattaforma contrattuale, l'ultima è quella degli alimentaristi che in Valle riguarda i lavoratori della SIB e della FELETTI.

Pubblicare integralmente la piattaforma sarebbe interessante, ma diventerebbe difficile. Ci soffermiamo allora sui principali punti. Per una politica attiva del lavoro vanno ricercati tutti gli strumenti contrattuali per la salvaguardia e lo sviluppo dell'occupazione principalmente per i giovani e le donne. A tal fine si prevede:

- le assunzioni dovranno tenere conto dei livelli di disoccupazione femminile nel territorio.
- La destinazione ai fini occupazionali degli incrementi di produttività disponibili dove è possibile in sede aziendale.
- Attuare e favorire i contratti di formazione lavoro.
- In presenza di difficoltà occupazionali concordare l'applicazione della legge 863 riguardo i contratti di solidarietà in alternativa alla Cassa Integrazione speciale e straordinaria.
- Per i settori con intensificazioni produttive prevedibili, concordare l'uso di part-time con rapporto a tempo indeterminato (es. due mesi l'anno) in alternativa ai contratti a termine.
- Sperimentare contratti particolari a tempo indeterminato con orario ridotto a pari salario (es. da 28 ore a 32 ore, retribuite 36 o 40) per lavori gravosi, preparatori, complementari e di pulizia effettuati prima e dopo gli orari di produzione in orari sfalsati di notte e/o il sabato e domenica.

Per quanto riguarda l'orario di lavoro le strategie di riduzione e di ristrutturazione dell'orario di lavoro devono trovare nel presente rinnovo un loro più avanzato sviluppo in rapporto agli obiettivi occupazionali e di politica attiva del lavoro. Questa rivendicazione si collega strettamente con l'obiettivo anche europeo delle 35 ore effettive di lavoro come orario medio settimanale.

Si riconferma il modello di riduzione dell'orario di lavoro attraverso la definizione di un pacchetto di ore annue e la negoziazione del calendario annui di lavoro.

La contrattazione potrà prevedere schemi di distribuzione dell'orario su base annuale, mensile, settimanale, o diversamente programmata, a seconda delle specifiche situazioni ed esigenze.

Per costruire, raggiungere e gestire un tale importante obiettivo si richiede di realizzare una riduzione di orario annuale totale di 120 ore da gestire nell'ambito della contrattazione e programmazione dei calendari annui.

Le 120 ore saranno realizzate attraverso:

- ulteriore riduzione annua dell'orario di lavoro pari a 32 ore
- 8 ore ricavabili da festività cadenti in domenica e dalle festività retribuite
- 48 ore di riduzione annua già esistenti
- 32 ore delle ex festività (tolta l'Epifania)

Sulla flessibilità si rivendica il superamento di ogni ricorso unilaterale alla flessibilità, attraverso l'obbligo di contrattare, a livello aziendale, la quantità (nei limiti fissati dal contratto vigente), i tempi e le modalità delle prestazioni aggiuntive e del loro recupero nel quadro del calendario annuo.

Ogni ora di flessibilità dovrà essere retribuita non soltanto con la maggiorazione contrattuale vigente, ma con una ulteriore riduzione di orario a fronte di prestazioni aggiuntive.

Si rivendica inoltre per la contrattazione articolata ulteriori riduzioni d'orario, per i turnisti, il lavoro domenicale, il lavoro nocivo.

Per quanto riguarda il salario vi è una richiesta di un aumento medio di 130.000 lire. La ridefinizione di una nuova scala parametrica 100-250 e riorganizzare l'assetto classificatorio con la definizione dei contenuti professionali descritti dalle declaratorie e la costituzione di un nuovo inquadramento la cui ipotesi più probabile potrebbe essere la creazione di 5 rappresentanti come segue

- 5 corrispondente alla EX 1S
 - 4 corrispondente alla Ex 1 e 2
 - 3 corrispondente alla Ex 3A e 3
 - 2 corrispondente alla Ex 4 e 5
 - 1 corrispondente alla Ex 6
- riposizionando automaticamente gli attuali livelli con il parametro minimo corrispondente al parametro della categoria più bassa.

Vi è poi la prevista costituzione di declaratorie professionali per i quadri ai quali verrà introdotta una indennità di funzione da definire.

Sono inoltre previsti osservatori nazionali e territoriali quali sedi di informazioni, analisi e confronto e comitati bilaterali a livello di gruppo e di azienda.

Vi sono inoltre una serie di richieste riguardanti le 150 ore, i fondi integrativi ecc..., la durata prevista è di 3 anni.

Rinaldo GHIRARDI

NUOVA LIQUIDAZIONE AI LAVORATORI DEGLI ENTI LOCALI

Finalmente anche ai lavoratori degli Enti Locali spetterà un trattamento di fine rapporto lavoro, denominato «indennità premio di fine servizio» allineato per lo meno a quello del settore privato.

Seguiamo in breve le tappe che hanno portato a questo notevole miglioramento.

La legge 29 maggio 1982, n. 297 aveva «scongelato» i punti di contingenza sul trattamento di fine rapporto lavoro nel settore privato, mentre aveva mantenuto la stessa contingenza «congelata» per i lavoratori pubblici. Contingenza che era stata «congelata» sulla liquidazione - dalla Legge nr. 91/77, in lire 1.495.480 annue lorde.

Di fronte alla ingiustizia commessa dalla legge nr. 297/1982, molti lavoratori degli Enti Locali avevano presentato ricorso contro tale trattamento sperequante, sollevando il problema di incostituzionalità di tale legge per la parte che attiene ai dipendenti pubblici.

Giustamente, la Corte Costituzionale, con sentenza del 18 novembre 1986, nr. 236, pubblicata il 26 novembre ha stabilito in modo definitivo che per determinare l'importo dell'indennità premio di fine servizio dei lavoratori iscritti alla Cassa INADEL si devono comprendere anche gli aumenti dell'indennità integrativa speciale (contingenza) maturati dopo il 31.1.1977.

Pertanto, per tutti i lavoratori degli Enti Locali che hanno cessato il rapporto di lavoro dal 1° giugno 1982 l'INADEL dovrà riliquidare il premio di fine servizio conteggiando l'importo della indennità integrativa speciale in vigore al momento della cessazione del lavoro, e non più nell'importo fisso del 1977.

In poche parole, tali lavoratori vedranno aumentare l'importo della liquidazione di una percentuale dal 50 all'80%.

Per completare l'argomento vediamo, sinteticamente, quali sono i mecca-

nismi che regolano l'istituto dell'indennità premio di fine servizio (altrimenti detto liquidazione)

— ISCRIZIONE: per effetto della legge 8.3.1968, nr. 152, tutti i dipendenti degli Enti Locali (Comuni, Regioni, loro Consorzi, Comunità Montane, USL, ecc...)

— GESTIONE: INADEL (ente previdenziale) con sede a Roma

— ONERE CONTRIBUTIVO: a diretto carico del lavoratore 2,50%; a carico dell'Ente datore di lavoro 3,60%

— RETRIBUZIONE CONTRIBUTIVA: 80% dello stipendio base, classi e scatti, assegni «ad personam» ed altri emolumenti facenti parte integrante ed essenziale della retribuzione, compresa la 13ª, cui va aggiunto l'80% della indennità integrativa speciale (per effetto della sentenza della C.C. prima citata - prima l'I.L.S. era conteggiata in Lire 118.760 al mese). Per alcune categorie, poi, sono anche da valutare alcune specifiche indennità (ved. USL).

— DIRITTO A PERCEPIRE LA LIQUIDAZIONE: il lavoratore che ha diritto alla pensione diretta ordinaria a carico della Cassa pensione dipendenti enti locali. Se il lavoratore non ha maturato il diritto alla pensione non percepisce neppure la liquidazione!

— SERVIZI UTILI: gli anni di iscrizione all'INADEL e i periodi riscattati (con il pagamento dei contributi)

— MISURA DELL'INDENNITÀ PREMIO DI FINE SERVIZIO: l'80% della retribuzione degli ultimi 12 Mesi ammassa a contribuzione, diviso 15 e moltiplicato per gli anni coperti dai contributi.

Per terminare ricordiamo a tutti gli ex dipendenti di Enti locali che hanno cessato l'attività dal 1.6.1982 di presentarsi presso i nostri uffici di Patronato per predisporre la domanda all'INADEL di riliquidazione dell'indennità premio di fine servizio, come stabilito dalla sentenza della Corte Costituzionale nr. 236/86.

Lino GRIGOLETTO

EQUO CANONE MODIFICATO DALLA CASSAZIONE

Con una recente sentenza la Corte di Cassazione ha stabilito il principio - risolvendo almeno per ora un problema pratico di notevole rilievo - che l'aggiornamento del canone deve essere calcolato applicando al canone base (canone del '78) il coefficiente pari alla variazione assoluta dell'indice ISTAT tra il 1978 e l'anno preso in considerazione. Molti affitti, quindi, subiranno un aumento derivante dal nuovo metodo di calcolo.

L'articolo 21 della legge nr. 392/78 prevede l'aggiornamento annuale dell'equo canone sulla base del 75% delle variazioni dell'indice del costo della vita accertate dall'ISTAT.

Sulle modalità di aggiornamento esistono (o meglio, esistevano!) due teorie prevalenti: la prima, nota come quella della «variazione relativa» prevedeva che l'aggiornamento annuale si facesse aggiungendo al canone prece-

dente il 75% della variazione ISTAT dei 12 mesi precedenti; la seconda detta «variazione assoluta» prevede che ogni anno si aggiunga il 75% della variazione ISTAT, a partire dal 1978, al valore base di equo canone che era stato calcolato nel 78 quando entrò in vigore la legge.

Un piccolo esempio chiarirà meglio: (escludendo l'aggiornamento per il periodo giugno 83-giugno 84)

— canone al luglio 1978 = lire 100.000 mensili

— «variazione assoluta» al 30/7/86 risulta di lire 218.050

— «variazione relativa» al 30/7/86 risulta un canone di lire 206.088.

Come si vede, a parità di canone iniziale, l'aggiornamento con la «variazione assoluta» è superiore fino all'agosto 1986 di circa il 6% rispetto all'aggiornamento calcolato con la «variazione relativa».

gril